

Royal Canadian Mint Monnaie royale canadienne

Access to Information Act Loi sur l'accès à l'information

2011-2012 Annual Report to Parliament Rapport annuel de 2011-2012 au Parlement

<u>Table of Contents</u>			<u>Table des matières</u>	
		PAGE		
I.	Introduction	1	I.	Introduction
II.	Structure of the ATIP Office	3	II.	Structure du bureau de l'AIPRP
III.	Delegation Orders	3	III.	Ordonnances de délégation de pouvoirs
IV.	Statistics	4	IV.	Statistiques
V.	Education and Training	10	V.	Éducation et formation
VI.	Institutional Policies and Procedures	11	VI.	Politiques et procédures institutionnelles
VII.	Complaints and Investigations	12	VII.	Plaintes et enquêtes
Appendices			Annexes	
A ~	Delegation Order, RCM	13	A ~	Ordonnance de délégation de pouvoirs, MRC
B ~	Delegation Order, RCMH-MRCF Inc.	18	B ~	Ordonnance de délégation de pouvoirs, RCMH-MRCF Inc.
C ~	Statistical Reports, RCM	20	C ~	Rapports statistiques, MRC
D ~	Statistical Reports, RCMH-MRCF Inc.	35	D ~	Rapports statistiques, RCMH-MRCF Inc.

I. Introduction

The purpose of the *Access to Information (ATI) Act* is to provide Canadian citizens, permanent residents or any individual or corporation present in Canada the right to access information in records under the control of a government institution, subject to specific and limited exceptions.

The Mint's Annual Report is prepared and tabled in Parliament in accordance with section 72 of the *ATI Act*.

A. Royal Canadian Mint

The Royal Canadian Mint, originally a branch of Britain's Royal Mint, struck the Dominion's first domestically produced coin in 1908, and became a wholly Canadian institution in 1931. A fully commercial Crown corporation since 1969, the Mint operates for profit and its scope of activities extends throughout the world. It is classified as a Schedule III-II Corporation under the *Financial Administration Act*, the category reserved for organizations that conduct commercial operations and are self-sufficient. The Mint reports to Parliament through the Minister of Finance.

Subsection 3(2) of the *Royal Canadian Mint Act* establishes the mandate of the Mint “*to mint coins in anticipation of profit and to carry out other related activities.*” The Mint manages the domestic coinage distribution system and is the technical advisor to the Minister of Finance on all matters related to coinage. It also produces non circulation coins for foreign countries, produces and markets bullion coins, operates gold and silver refineries as well as conducts coin-related manufacturing and commercial activities that generate profits.

Through its beautifully crafted coins, the Mint actively promotes Canadian values in Canada and abroad and plays a significant role in capturing

I. Introduction

La *Loi sur l'accès à l'information* donne aux citoyens canadiens, aux résidents permanents et à toutes les personnes physiques ou morales qui sont présentes au Canada le droit d'accès aux documents de l'administration fédérale, sous réserve d'exceptions précises et limitées.

Le rapport annuel de la Monnaie est préparé et déposé au Parlement conformément à l'article 72 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

A. Monnaie royale canadienne

À l'origine une succursale de la Royal Mint de Grande-Bretagne, la Monnaie royale canadienne a frappé la première pièce du Dominion produite au Canada en 1908 et est devenue une institution exclusivement canadienne en 1931. Société d'État à vocation entièrement commerciale depuis 1969, la Monnaie exerce ses activités en vue de réaliser des bénéfices, et son champ d'activité s'étend au monde entier. Elle est classée dans les sociétés inscrites à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, qui regroupe des organisations autosuffisantes effectuant des opérations commerciales. La Monnaie rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Finances.

Conformément au paragraphe 3(2) de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, la Monnaie « *a pour mission la frappe de pièces en vue de réaliser des bénéfices; elle exerce en outre des activités connexes* ». La Monnaie gère le système de monnayage national et agit à titre de conseiller auprès du ministre des Finances sur toute question relative à la monnaie. En outre, la Monnaie produit des pièces hors circulation pour les pays étrangers, fabrique et commercialise des produits d'investissement, exploite des affineries d'or et d'argent et mène des activités manufacturières et commerciales qui sont rentables liées aux pièces de monnaie.



meaningful history and celebrating outstanding achievements.

The Mint markets its goods and services throughout Canada and in many countries around the world. Its continued success and vitality as a corporation depend upon its ability to respond quickly to market demands, compete and position itself in international and domestic markets.

As a commercial Crown corporation, the Mint operates like a business while serving a public policy purpose that is the production and distribution of Canadian circulation coins.

The Mint respects the obligations imposed by the *ATI Act*, taking into consideration its need to protect commercially sensitive information in order to maintain its competitiveness and long-term viability.

B. RCMH-MRCF Inc.

As part of its business development initiative, the Mint set up a wholly owned subsidiary, RCMH-MRCF Inc., which was incorporated under the *Canada Business Corporations Act* in June 2002. This holding company was formed to help the Mint improve efficiency, manage the cost of products and increase profitability.

RCMH-MRCF Inc. is a holding company and does not employ staff but has nominated a President, Corporate Secretary, and Treasurer as the Corporation's Officers, all of whom are employees of the Royal Canadian Mint.

As a wholly-owned subsidiary, RCMH-MRCF Inc. is subject to the *ATI Act*.

Grâce aux magnifiques pièces de monnaie qu'elle fabrique, la Monnaie fait la promotion active des valeurs canadiennes au Canada et à l'étranger et joue un rôle prépondérant en soulignant des moments historiques et en célébrant de grandes réalisations.

La Monnaie commercialise ses biens et services partout au Canada et dans de nombreux autres pays. Son succès et sa vitalité reposent sur sa capacité à réagir rapidement aux exigences du marché, à soutenir la concurrence et à se positionner sur les marchés intérieurs et étrangers.

En tant que société d'État commerciale, la Monnaie fonctionne comme une entreprise tout en poursuivant des objectifs de politique publique, soit la production et la distribution de pièces de circulation canadiennes.

La Monnaie respecte les obligations qu'impose la *Loi sur l'accès à l'information* tout en tenant compte du besoin de protéger l'information commerciale de nature délicate pour demeurer concurrentielle et viable à long terme.

B. RCMH-MRCF Inc.

Dans le cadre de ses projets d'expansion commerciale, la Monnaie s'est dotée d'une filiale en propriété exclusive, la RCMH-MRCF Inc., qui a été constituée en société aux termes de la *Loi canadienne sur les sociétés par action* en juin 2002. Cette société de portefeuille a été créée pour aider la Monnaie à améliorer son efficacité, à gérer le coût de ses produits et à accroître sa rentabilité.

La RCMH-MRCF Inc. est une société de portefeuille et n'emploie pas de personnel mais a nommé un président, un secrétaire de la Société et un trésorier comme dirigeants de la Société, chacun d'entre eux étant des employés de la Monnaie royale canadienne.

En tant que filiale en propriété exclusive, la RCMH-MRCF Inc. est assujettie à la *Loi sur l'accès à l'information*.

II. Structure of the ATIP Office

The responsibility for processing requests received under the *ATI Act* rests with the Access to Information and Privacy Coordinator (ATIP) who is also the Director of Corporate Affairs in the Corporate and Legal Affairs Division of the Mint.

The Coordinator oversees the implementation of the *ATI Act* within the Royal Canadian Mint and its wholly-owned subsidiary, RCMH-MRCF Inc., and ensures compliance with the legislation.

In addition to the Coordinator, the ATIP Office is composed of the Manager of Corporate Affairs and an Analyst. Of these three full-time employees, only the ATIP Analyst is dedicated full-time to access to information and privacy related matters.

III. Delegation Orders

In order to meet legal and administrative obligations and responsibilities as they relate to the *ATI Act*, the President and CEO of the Mint and the President of RCMH-MRCF Inc. have officially designated the ATIP Coordinator to exercise the powers and perform the duties and functions as set out in the institutions' respective Delegation Orders (Appendices A and B).

The ATIP Manager and Analyst also have been delegated some authority under the Delegation Order for the Mint (Appendix A).

II. Structure du bureau de l'AIPRP

La responsabilité de traiter les demandes reçues en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* incombe à la coordonnatrice, Accès à l'information et protection des renseignements personnels (AIPRP), qui occupe également le poste de directrice de la Division des affaires générales et juridiques de la Monnaie.

La coordonnatrice supervise l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* au sein de la Monnaie royale canadienne et de sa filiale en propriété exclusive, la RCMH-MRCF Inc., et veille à l'observation des mesures législatives.

Outre la coordonnatrice, le personnel du bureau de l'AIPRP comprend le chef des Affaires générales, ainsi qu'une analyste. De ces trois employés à temps plein, seul l'analyste de l'AIPRP se consacre à temps plein aux questions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.

III. Ordonnances de délégation de pouvoirs

Afin de répondre aux obligations et aux responsabilités juridiques et administratives relativement à la *Loi sur l'accès à l'information*, le président de la Monnaie et le président de la RCMH-MRCF Inc. ont officiellement chargé la coordonnatrice de l'AIPRP d'exercer les pouvoirs et de remplir les devoirs et les fonctions énoncés dans les ordonnances de délégation de pouvoirs respectives des organisations (annexes A et B).

Le chef et l'analyste de l'AIPRP se sont également vu déléguer certains pouvoirs en vertu de l'ordonnance de délégation de pouvoirs pour la Monnaie (annexe A).

IV. Statistics

Typically, the Mint's Communications Section responds to enquiries from the public for information about the Mint. Occasionally, informal requests for information are also received by the ATIP Office. During the 2011-2012 reporting period, the ATIP Office responded to 3 informal requests, whereas it responded to 5 in the previous reporting period.

A request for information is considered formal when it references the *ATI Act* and meets the following criteria: it is presented to the ATIP Office in writing; it contains sufficient detail to be able to locate the records; it is accompanied by the required \$5 application fee, which may be waived in certain cases; and it confirms that the applicant has a right of access to the records sought.

The Statistical Reports on the *ATI Act* provide data on formal requests processed by the Mint and RCMH-MRCF Inc. during the period of April 1, 2011 to March 31, 2012. A summary and interpretation of the data follows.

A. Royal Canadian Mint

As reported under Appendix C, the Mint received 20 new requests and one request was outstanding from the previous reporting period. Of these 21 requests, 15 were completed and 6 have been carried forward to the next reporting period.

In comparison, the Mint had treated 25 requests during the previous reporting period, and completed 24 of these.

Source and Nature of Requests

This period's new requests were received from the following sources: 8 were from the public, 7

IV. Statistiques

Normalement, la Section des communications de la Monnaie répond aux demandes de renseignements sur la Monnaie formulées par le public. À l'occasion, des demandes informelles d'information sont reçues par le bureau de l'AIPRP. Au cours de la période de rapport 2011-2012, le bureau de l'AIPRP a répondu à 3 demandes informelles comparativement à 5 au cours de la période de rapport précédente.

Une demande d'information est considérée comme officielle lorsqu'elle se rapporte à la *Loi sur l'accès à l'information* et répond aux critères suivants : elle est présentée au bureau de l'AIPRP par écrit; elle est suffisamment détaillée pour qu'il soit possible de trouver les documents auxquels elle fait référence; elle est accompagnée des frais de demande exigés de 5 \$, qui peuvent être levés dans certains cas, et elle confirme que le demandeur a le droit d'avoir accès aux documents demandés.

Les rapports statistiques sur la *Loi sur l'accès à l'information* fournissent des données sur les demandes officielles traitées par la Monnaie et la RCMH-MRCF Inc. au cours de la période allant du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012. Un résumé et une interprétation des données sont présentés ci-dessous.

A. Monnaie royale canadienne

Comme en fait état l'annexe C, la Monnaie a reçu 20 nouvelles demandes et une demande était en suspens depuis la période précédente. De ces 21 demandes, 15 ont été achevées et 6 ont été reportées à la prochaine période de rapport.

En comparaison, la Monnaie avait traité 25 nouvelles demandes au cours de la période précédente, et en avait achevé 24.

Source et nature des demandes

Les nouvelles demandes pour cette période proviennent des sources suivantes : 8 demandes

were from the media, 4 were from business sources, and the remaining one was from an organization. None was received from an academic source.

The general nature of the requests varied and covered many subjects, such as contracts, expenses, and business line activities.

Disposition of Requests

A summary is provided below of the dispositions of the 15 requests completed during this reporting period:

- 9 requests were disclosed (8 partially and 1 fully);
- 1 request was fully exempted;
- 1 request concerned records that did not exist;
- 2 requests were transferred to another government institution; and,
- 2 requests were abandoned (one of which was formally withdrawn by the applicant).

Exemptions

The figures in this section indicate exemptions that the Mint invoked under the *ATI Act*. Please refer to the appropriate Statistical Report (Appendix C) for information detailing the number of requests in which these exemptions were applied.

- Paragraph 16(2)(c) – relates to information on the vulnerability of particular buildings or other structures or systems, including computer or communication systems, or methods employed to protect such buildings or other structures or systems.
- Paragraphs 18(a) and (b) – relate to financially and commercially sensitive information which, if disclosed, could reasonably be expected to prejudice the Mint's competitive position.
- Subsection 19(1) – relates to personal information.

ont été présentées par le public, 7 par des médias, 4 par le secteur commercial et 1 par un organisme. Aucune ne provenait du secteur universitaire.

La nature des demandes reçues était variée et traitait de divers sujets, notamment des contrats, des dépenses et des activités des lignes commerciales.

Décision au sujet des demandes

Un résumé des décisions relatives aux 15 demandes achevées durant la période visée par le rapport est présenté ci-dessous :

- 9 demandes ont donné lieu à une communication de l'information (8 partiellement et 1 totalement);
- 1 demande a donné lieu à des exceptions (totalement) ;
- 1 demande concernait des documents qui n'existent pas;
- 2 demandes ont été transmises à un autre organisme gouvernemental;
- 2 demandes ont été abandonnées (l'une d'elles a été officiellement retirée par le demandeur).

Exceptions

Les chiffres indiqués dans la présente section tiennent compte des dispositions d'exception invoquées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* par la Monnaie. Veuillez vous reporter au Rapport statistique (annexe C) pour obtenir des renseignements détaillés sur le nombre de demandes auxquelles ces exceptions se sont appliquées.

- Alinéa 16(2)c) – porte sur les renseignements sur la vulnérabilité de certains immeubles ou autres structures ou systèmes, y compris les ordinateurs ou les systèmes de communication, ou les méthodes employées pour protéger ces derniers.
- Alinéas 18a) et b) – portent sur les



- Paragraphs 20(1)(a), (b), (c) and (d) – relate to trade secrets and financially and commercially sensitive information that is supplied in confidence by a third party to the Mint, and which is treated consistently as confidential and where, if disclosed, could reasonably be expected to result in the material financial loss of a third party, prejudice its competitive position, and/or interfere with its contractual or other negotiations.
- Paragraphs 21(1) (a), (b) and (d) – relate to advice or recommendations developed by or for the Mint or a minister; an account of consultations or deliberations in which Mint employees have participated; and plans relating to the administration of the Mint that have not yet been put into operation.
- Section 23 – relates to information that is subject to solicitor-client privilege.

Completion Time and Extensions

Nine of the 15 requests were completed within the statutory limit of 30 days or less. These included a request that was fully disclosed; 3 requests that were disclosed in part; a request that concerned records that did not exist; 2 requests that were transferred; and 2 requests that were abandoned.

The remaining 6 requests – 5 partially disclosed and 1 exempted entirely – incurred the following time extensions:

Of requests that were partially disclosed:

- 2 were extended due to the need to consult with third parties (1 by 30 days, and the other by 60 days);
- 2 were extended by 60 days as they each necessitated a search through a large number of records; and,
- 1 was extended first by 90 days due to the large number of records and subsequently extended by another 90 days in order to consult with third parties.

renseignements financiers et commerciaux de nature sensible dont la communication risquerait vraisemblablement de nuire à la compétitivité de la Monnaie.

- Paragraphe 19(1) – porte sur les renseignements personnels.
- Alinéas 20(1)a), b), c) et d) – portent sur les secrets commerciaux et les renseignements financiers et commerciaux de nature sensible fournis en toute confidentialité à la Monnaie par un tiers, qui sont traités en tout temps de manière confidentielle, et dont la divulgation risquerait vraisemblablement de causer des pertes financières appréciables à un tiers ou de nuire à sa compétitivité, ou entraver des négociations menées par un tiers en vue de contrats ou à d'autres fins.
- Alinéas 21(1)a), b) et d) – portent sur les avis ou recommandations élaborés par ou pour la Monnaie ou un ministre; des comptes rendus de consultations ou de délibérations auxquelles des employés de la Monnaie ont participé et des projets relatifs à l'administration de la Monnaie et qui n'ont pas encore été mis en œuvre.
- Article 23 – porte sur les renseignements assujettis au secret professionnel liant l'avocat à son client.

Délai de traitement et prorogations

Neuf des 15 demandes ont été achevées dans le délai de 30 jours prévu par la loi. Celles-ci comprenaient une demande ayant donné lieu à une communication totale de l'information; 3 ayant donné lieu à une communication partielle; une demande qui concernait des documents qui n'existent pas; 2 demandes qui ont été transférées et 2 demandes qui ont été abandonnées.

Les 6 autres demandes – 5 ayant donné lieu à une communication partielle de l'information et 1 ayant fait l'objet d'une exemption totale – ont nécessité les prorogations de délai suivantes :

Des demandes qui ont donné lieu à des

As for the request that was exempted entirely, it was extended by 30 days due to the search required through a large number of records.

For requests where extensions were taken due to the need to consult with third parties, pages that did not require consultation were provided in an initial partial response to the applicants while the remaining records were being processed.

Throughout the processing of requests, the ATIP Office endeavoured to respect original and extended deadlines while recognizing other operational priorities. To prevent unnecessary delays, applicants were often consulted to obtain clarification and narrow the scope of their requests when appropriate.

Complexity, Size, and Format of Requests

The ATIP Office processed a total of 1,978 pages in order to respond to 10 requests. A total of 880 pages were disclosed (including partially disclosed pages), with 1 request having been exempted in its entirety. Thus, of all the information analyzed for disclosure, approximately 45% was disclosed to applicants. Additional details on pages processed and disclosed may be found under sections 2.5.1 and 2.5.2 of the statistical report.

Although no pages were processed in response to the 2 requests that were abandoned, one of these requests required an assessment with Mint employees to determine how extensive the search for records in response to the request would be. This assessment allowed the ATIP Office to make a determination of fees which were communicated to the applicant.

Other complexities encountered by the ATIP Office included the need to consult with third parties and internal legal counsel. Section 2.5.3 of the statistical report represents the number of requests by disposition for which consultation was required, fees were assessed, and legal advice was sought on information related to solicitor-client privilege.

Of the 9 requests for which information was

communications partielles :

- 2 demandes ont été prorogées en raison de la nécessité de consulter des tierces parties (1 a été prorogée de 30 jours et l'autre de 60 jours);
- 2 demandes ont été prorogées de 60 jours, en raison de la recherche à effectuer parmi un grand nombre de documents;
- 1 demande a été prorogée de 90 jours en raison du grand nombre de documents à consulter et de 90 autres jours pour consulter des tierces parties.

Quant à la demande donnant lieu à des exceptions en totalité, une prorogation de 30 jours a été prévue en raison de la recherche devant être effectuée parmi un grand nombre de documents.

En ce qui concerne les demandes qui ont été prorogées en raison de la nécessité de consulter des tierces parties, les pages qui ne nécessitaient pas de faire l'objet d'une consultation ont été fournies aux demandeurs, dans une réponse initiale partielle, alors que les dossiers restants étaient en traitement.

Pendant le traitement des demandes, le bureau de l'AIPRP s'est efforcé de respecter les dates limites originales et prorogées tout en prenant en compte d'autres priorités opérationnelles. Pour éviter les retards inutiles, les demandeurs ont été consultés fréquemment afin de clarifier et de définir avec plus de précision leurs demandes, au besoin.

Complexité, volume et support des demandes

Le bureau de l'AIPRP a traité au total 1 978 pages pour répondre à 10 demandes. Au total, 880 pages ont été communiquées (y compris les pages ayant fait l'objet d'une communication partielle), ce qui comprend 1 demande qui a fait l'objet d'une exception en totalité. Ainsi, de tous les renseignements analysés aux fins de communication, environ 45 % ont été communiqués aux demandeurs. Les détails supplémentaires des pages traitées et

fully or partially disclosed, 8 were released primarily in paper format and in many cases, these were also disclosed electronically to avoid delays. Only one request was released solely in electronic format.

Translations

The Mint did not receive any requests from applicants for the translation of the responsive documents. Response letters, however, were prepared in the language that the applicant used in submitting the request.

Consultations from Other Institutions

During this reporting period, the Mint received 9 new consultations from other government institutions. Of these, 6 were completed – representing a total of 77 pages reviewed – and 3 were carried forward to the next reporting period.

The consultations received concerned records over 30 years in existence, ministerial briefing books, and programs in which the Mint participated. Completion times ranged from 7 to 31 days, all in keeping with the time limits set by the originating institutions. In general, recommendations were made to disclose the records in part.

Consultations on Cabinet Confidences

During this reporting period, the Mint did not review Cabinet confidences, and thus did not need to initiate consultations with the Privy Council Office on Section 69 of the *ATI* Act.

communiquées sont énoncés dans les sections 2.5.1 et 2.5.2 du rapport statistique.

Bien qu'aucune page n'ait été traitée en réponse aux 2 demandes ayant été abandonnées, l'une d'elles nécessitait une évaluation par des employés de la Monnaie afin de déterminer quelle serait l'ampleur de la recherche de documents pour y répondre. Cette évaluation a permis au bureau de l'AIPRP de déterminer les frais, qui ont été communiqués au demandeur.

Parmi les autres difficultés rencontrées par le bureau de l'AIPRP, mentionnons la nécessité de consulter des tierces parties et des conseillers juridiques à l'interne. La section 2.5.3 du rapport statistique représente le nombre de demandes, selon les décisions, pour lesquelles des consultations ont été nécessaires; des frais ont été évalués et des conseils juridiques ont été demandés sur des renseignements relatifs au secret professionnel des avocats.

Des 9 demandes qui ont fait l'objet d'une communication d'information totale ou partielle, 8 ont été principalement acheminées sur support papier et, dans bien des cas, par voie électronique également afin d'éviter les retards. Une seule demande a été acheminée sous forme électronique uniquement.

Traductions

Aucun demandeur n'a exigé que la Monnaie traduise des documents fournis en réponse à sa demande d'accès. Toutefois, les lettres de réponse ont été rédigées dans la langue de la demande originale.

Consultations en provenance d'autres organismes

Pendant la période visée par le rapport, la Monnaie a reçu 9 nouvelles consultations en provenance d'autres organismes gouvernementaux. De ces consultations reçues, 6 ont été achevées – ce qui représente un total de 77 pages examinées – et 3 ont été reportées à la prochaine période de rapport.



B. RCMH-MRCF Inc.

The Mint's subsidiary RCMH-MRCF Inc. received one new request as reported under Appendix D, whereas 2 requests were received during the previous reporting period.

The new request, received from a business source, was transferred to another government institution with a greater interest in the record within 3 days of receipt.

No request for consultation was received from another government institution or organization.

C. Fees

A total of \$40.00 in application fees was collected for 8 of the 15 requests that the Mint closed during this reporting period. With respect to the application fees related to the other 7 requests: 4 were waived; 2 were transferred along with their related requests; and 1 was collected by another government institution that originally received the request.

No fee was collected or waived in connection with the request that was completed for RCMH-

Les consultations reçues concernaient des dossiers datant de plus de 30 ans, des cahiers d'information ministériels ainsi que des programmes auxquels la Monnaie a participé. Les délais de traitement allaient de 7 à 31 jours, en conformité avec les délais fixés par les organismes émetteurs. En général, des recommandations ont été formulées en faveur d'une communication partielle des documents.

Consultations sur les confidences du Cabinet

Durant la période de rapport visée, la Monnaie n'a pas examiné de document confidentiel du Cabinet et n'avait donc pas besoin d'initier de consultations avec le Bureau du Conseil privé sur l'article 69 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

B. RCMH-MRCF Inc.

La filiale de la Monnaie, la RCMH-MRCF Inc., a reçu une nouvelle demande comme en fait état l'annexe D, alors que 2 demandes ont été reçues durant la période de rapport précédente.

La nouvelle demande, dont l'origine est commerciale, a été transmise à un organisme gouvernemental davantage concerné par le dossier dans les 3 jours suivant sa réception.

Aucune demande de consultation n'a été reçue d'une autre institution ou d'un autre organisme gouvernemental.

C. Frais

Au total, 40,00 \$ en frais de demande ont été perçus pour 8 des 15 demandes que la Monnaie a achevées durant la période de rapport visée. Concernant les frais de demande ayant trait aux 7 autres demandes : dans 4 cas, ils ont été levés; dans 2 cas, ils ont été transmis avec leurs demandes afférentes; et dans 1 cas, ils ont été perçus par un autre organisme gouvernemental qui avait reçu la demande en premier.

Aucuns frais n'ont été perçus ni levés

MRCF Inc. The application fee that was received was transferred with the request to another government institution.

For accounting reasons, the Mint is unable to process cheques made payable to the Receiver General of Canada and therefore requires that cheques be made payable directly to the Royal Canadian Mint. When this instruction is not met, an applicant is generally requested to resubmit the application fee in order to be able proceed with the request.

D. Resources related to the Access to Information Act

The cost of administering the program for this reporting period was \$98,800 for the Mint and negligible for RCMH-MRCF Inc. These costs do not include the resources required by other areas of the Mint to collect the information required.

Other than the cost of salaries, a cost was incurred for an ATIP Office employee to attend an access to information-related conference.

V. Education and Training

The Mint continues to educate its employees on the legislation and the Mint's obligations under the *ATI Act* in order to develop a culture that is conducive to supporting the *ATI Act*, in both law and spirit of the law. This is done through information sessions and through informal advice during the course of business.

During this reporting period, a 2012 training plan focussing on privacy-related matters was developed. Although awareness sessions were primarily designed to educate Mint employees about their rights and responsibilities under the *Privacy Act*, as well as familiarize them with the Mint's newly implemented privacy-related policies, the sessions will also inform employees

relativement à la demande achevée pour la RCMH-MRCF Inc. Les frais de demande reçus ont été transmis avec la demande à un autre organisme gouvernemental.

Pour des raisons de comptabilité, la Monnaie ne peut traiter les chèques libellés à l'ordre du receveur général du Canada et exige par conséquent que les chèques soient libellés à la Monnaie royale canadienne. Si cette directive n'est pas respectée, le demandeur doit habituellement payer de nouveau les frais exigés pour que sa demande puisse être traitée.

D. Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

Les coûts liés à l'administration du programme pour la période visée s'élevaient à 98 800 \$ pour la Monnaie et à un montant négligeable pour la RCMH-MRCF Inc. Ces coûts ne comprennent pas les ressources d'autres secteurs de la Monnaie affectées à la collecte des renseignements exigés.

Outre le coût des salaires, des coûts ont été engagés pour faire en sorte qu'un employé du bureau de l'AIPRP assiste à une conférence portant sur l'accès à l'information.

V. Éducation et formation

La Monnaie continue d'informer ses employés sur les mesures législatives et sur les obligations de la Monnaie en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* afin de créer une culture favorable à l'application de la *Loi sur l'accès à l'information*, dans l'esprit et la lettre de la loi. Pour ce faire, la Monnaie offre des séances d'information et transmet des avis informels dans le cours de ses activités.

Durant la période de rapport visée, un plan de formation 2012 axé sur des questions liées à la protection des renseignements personnels a été mis au point. Bien que les séances de sensibilisation aient été principalement conçues pour informer les employés de la Monnaie sur leurs droits et leurs

about the *ATI Act* and raise awareness about record creation and proper documentation. Begun in the latter part of March 2012, two sessions were completed with a total of 27 employees in attendance. All Mint employees will be receiving training on privacy over the course of the next reporting period.

VI. Institutional Policies and Procedures

In January 2012, the Mint implemented its new Recorded Information Management Policy. This policy was developed in conformance with the *ATI Act* and *Privacy Act*, in addition to the *Library and Archives of Canada Act*, to ensure the preservation of the Mint's recorded information. It will support the Mint's obligations under the *ATI Act* as it formalizes the management of corporate records, ensuring that they are protected from unauthorized access and at the same time ensuring that they are organized and classified in a manner which facilitates access by those who require them.

As well, in January 2012, the Mint began to post monthly summaries of completed access to information requests on its website. To view the Mint's summaries, please visit the following address: <http://www.mint.ca/store/mint/about-the-mint/-completed-access-to-information-requests-6700002>.

As part of the Mint's commitment to continually improving employees' awareness of the legislation and their obligations under the *ATI Act*, during the next period the ATIP Office plans on developing a User's Manual that will provide guidance to employees on responding to ATIP requests.

responsabilités en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et pour qu'ils se familiarisent avec les nouvelles politiques de confidentialité de la Monnaie, les séances informeront également les employés sur la *Loi sur l'accès à l'information* et les sensibiliseront à la création de documents et à l'importance de fournir une documentation adéquate. Deux séances de formation entamées vers la fin de mars 2012 ont été complétées et ont rassemblé 27 employés. Tous les employés de la Monnaie prendront part à une formation sur le sujet au cours de la prochaine période de référence.

VI. Politiques et procédures institutionnelles

En janvier 2012, la Monnaie a mis en œuvre sa nouvelle Politique de gestion de l'information consignée. Cette politique a été élaborée conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*, à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ainsi qu'à la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada* afin d'assurer la préservation de l'information consignée de la Monnaie. Cette politique aidera la Monnaie à remplir ses obligations en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* en s'assurant qu'ils ne soient pas accessibles sans autorisation et qu'ils soient organisés et classifiés de manière à être plus accessibles à ceux qui en font la demande.

De plus, depuis janvier 2012, la Monnaie affiche sur son site Web les sommaires mensuels des demandes d'accès à l'information complétées. Pour consulter les sommaires de la Monnaie, veuillez visiter le site Web suivant : http://www.mint.ca/store/mint/about-the-mint/-completed-access-to-information-requests-6700002?lang=fr_CA.

Dans le cadre de l'engagement de la Monnaie à informer continuellement les employés sur les mesures législatives et sur leurs obligations en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, le bureau de l'AIPRP prévoit mettre au point, au



VII. Complaints and Investigations

To the Mint's knowledge, no complaint was received nor investigation initiated under the *ATI Act* during this reporting period.

cours de la prochaine période, un manuel d'orientation destiné aux employés sur la façon de répondre aux demandes présentées à l'AIPRP.

VII. Plaintes et enquêtes

À sa connaissance, la Monnaie n'a reçu aucune plainte, et aucune enquête n'a été entreprise en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* au cours de la période visée.



Appendix / Annexe A

**DELEGATION ORDER,
RCM**

Access to Information Act

**ORDONNANCE DE
DÉLÉGATION DE POUVOIRS,
MRC**

Loi sur l'accès à l'information





Delegation Order - Access to Information Act and Access to Information Regulations

Arrêté de délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et du *Règlement sur l'accès à l'information*

The President and CEO of the Royal Canadian Mint, pursuant to section 73 of the **Access to Information Act**, hereby designates the persons holding the positions set out below, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the President and CEO as the head of the Royal Canadian Mint, under the provisions of the Act and related regulations set out in the schedule opposite each position. This document replaces and repeals all previous delegation orders.

En vertu de l'article 73 de la **Loi sur l'accès à l'information**, le président de la Monnaie royale canadienne délègue aux titulaires des postes sous mentionnés, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions, les fonctions et les pouvoirs dont il est, en qualité de responsable de la Monnaie royale canadienne, investi par les dispositions de la Loi ou de son règlement mentionnées en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule tout arrêté antérieur.

* S.C. 1980-81-82-83, c. 111, Sch. I "73"

* S.C. 1980-81-82-83, ch. III, ann. I « 73 »

Access to Information Act Loi sur l'accès à l'information			
Provision Disposition	Description	ATI Coordinator Coordonnatrice, AI	ATI Manager/ Analyst Chef / Analyste, AI
4(2.1)	Responsibility of head of institution Responsable de l'institution fédérale	•	
7(a)	Notice where access requested Notification de l'auteur de la demande	•	•
7(b)	Giving access to the record or part thereof Donner communication totale ou partielle du document	•	
8(1)	Transfer of request Transmission de la demande	•	•
9	Extension of time limits and notice of extension to Commissioner Prorogation du délai et avis au Commissaire à l'information	•	•
11(2)(3) (4)(5)(6)	Additional fees or waiver Frais supplémentaires ou dispensement	•	•
12(2)(b)	Language of access Version de la communication	•	•
12(3)(b)	Access in an alternative format Communication sur support de substitution	•	•

Exemption Provisions of the Access to Information Act Dispositions d'exception de la Loi sur l'accès à l'information			
Provision Disposition	Description	ATI Coordinator Coordonnatrice, AI	ATI Manager/ Analyst Chef / Analyste, AI
13	Information obtained in confidence Renseignements obtenus à titre confidentiel	•	
14	Federal-provincial affairs Affaires fédéro-provinciales	•	
15	International affairs and defence Affaires internationales et défense	•	
16	Law enforcement and investigations Application de la loi et enquêtes	•	
16.5	<i>Public Servants Disclosure Protection Act</i> <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	•	
17	Safety of individuals Sécurité des individus	•	
18	Economic interests of Canada Intérêts économiques du Canada	•	
19	Personal information Renseignements personnels	•	
20	Third party information Renseignements de tiers	•	
21	Operations of government – advice, etc. Activités du gouvernement – avis, etc.	•	
22	Testing procedures, tests and audits Examens et vérifications	•	
22.1	Internal audits Vérifications internes	•	
23	Solicitor-client privilege Secret professionnel des avocats	•	
24	Statutory prohibitions against disclosure Interdictions de communication fondées sur d'autres lois	•	

Other Provisions of the Access to Information Act Autres dispositions de la Loi sur l'accès à l'information			
25	Severability Prélèvements	•	•
26	Refusal of access where information is to be published Refus de communication en cas de publication	•	

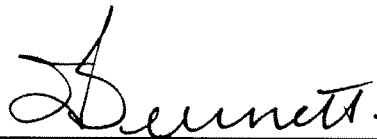
Provision Disposition	Description	ATI Coordinator Coordonnatrice, AI	ATI Manager/ Analyst Chef / Analyste, AI
27(1)(4)	Notice to third parties Avis aux tiers	•	•
28(1)(b) (2)(4)	Decision/notice of third party disclosure Décision/avis aux tiers de donner communication	•	
29(1)	Notice of decision to disclose on Information Commissioner's recommendation Avis de la décision de communiquer sur la recommandation du Commissaire à l'information	•	
33	Notice to Information Commissioner of notices to third parties Avis au Commissaire à l'information des avis aux tiers	•	•
35(2)(b)	Right to make representations Droit de présenter des observations	•	
37(1)	Notice of actions to implement recommendations of Information Commissioner Avis des mesures pour la mise en œuvre des recommandations du Commissaire à l'information	•	
37(4)	Access to be given to complainant Communication accordée au plaignant	•	
43(1)	Notice to third party of application to Federal Court for review Avis au tiers d'une demande de révision à la Cour fédérale	•	
44(2)	Notice to requester of application for review by third party Avis au demandeur d'un recours en révision du tiers	•	
52(2)(b), 52(3)	Special rules for hearings Règles spéciales pour les auditions	•	
71(1)	Facilities for inspection of manuals by public Installations de consultation par le public des manuels	•	
72	Annual report to Parliament Rapport annuel au Parlement	•	

Access to Information Regulations Règlement sur l'accès à l'information			
6(1)	Transfer of request Transmission de la demande	•	•
7(2)	Calculation of search and preparation fees Calcul des frais liés à la recherche et à la préparation	•	•
7(3)	Calculation of production and programming fees Calcul des frais liés à la production et la programmation	•	•

Provision Disposition	Description	ATI Coordinator Coordonnatrice, AI	ATI Manager/ Analyst Chef / Analyste, AI
8	Method of access Méthode d'accès	•	•
8.1	Limitations in respect of format Restrictions applicables au support	•	•

Dated at Ottawa, Canada on October 7, 2011

Daté, en la ville de Ottawa, Canada, le 7 octobre 2011



Ian E. Bennett
President and CEO / Président de la Monnaie

Appendix / Annexe B

**DELEGATION ORDER,
RCMH-MRCF INC.**

Access to Information Act

**ORDONNANCE DE
DÉLÉGATION DE POUVOIRS,
RCMH-MRCF INC.**

Loi sur l'accès à l'information



**ACCESS TO INFORMATION ACT
DESIGNATION ORDER**

**LOI SUR LA DÉLÉGATION EN VERTU DE
LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

The President of RCMH-MRCF Inc., pursuant to section 73 of the *Access to Information Act**, hereby designates the person holding the position of Director, Corporate Affairs at the Royal Canadian Mint to exercise the powers and perform the duties and functions of the President as the head of a government institution under the Act.

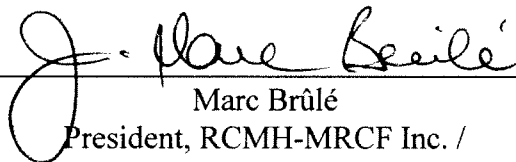
En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, le président de RCMH-MRCF Inc. délègue au titulaire du poste de directeur, Affaires générales, à la Monnaie royale canadienne les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investie par la Loi.

* S.C. 1980-81-82-83, c. 111, Sch. I "73"

* S.C. 1980-81-82-83, ch. III, ann. I « 73 »

Dated at Ottawa, Canada on
Fait à Ottawa, Canada, le

October 24, 2007.



Marc Brûlé
President, RCMH-MRCF Inc. /
Président de MRCH-MRCF Inc.

Appendix / Annexe C

**STATISTICAL REPORTS,
RCM**

Access to Information Act

**RAPPORTS STATISTIQUES,
MRC**

Loi sur l'accès à l'information





Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: Royal Canadian Mint

Reporting period: 01/04/2011 to 31/03/2012

PART 1 – Requests under the Access to Information Act

1.1 Requests

	Number of Requests
Received during reporting period	20
Outstanding from previous reporting period	1
Total	21
Closed during reporting period	15
Carried over to next reporting period	6

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	7
Academia	0
Business (Private Sector)	4
Organization	1
Public	8
Total	20

PART 2 – Requests closed during the reporting period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of requests	Completion Time							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	More than 365 days	
All disclosed	1	0	0	0	0	0	0	1
Disclosed in part	1	2	1	3	0	1	0	8
All exempted	0	0	1	0	0	0	0	1
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	1	0	0	0	0	0	1
Request transferred	2	0	0	0	0	0	0	2
Request abandoned	1	1	0	0	0	0	0	2
Treated informally	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5	4	2	3	0	1	0	15

2.2 Exemptions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
13(1)(a)	0	16(2)(a)	0	18(a)	8	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(b)	0	18(b)	8	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(c)	1	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(3)	0	18(d)	0	21(1)(a)	1
13(1)(e)	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	3
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	2
15(1) - I.A.*	0	16.1(1)(d)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1) - Def.*	0	16.2(1)	0	19(1)	3	22.1(1)	0
15(1) - S.A.*	0	16.3	0	20(1)(a)	1	23	2
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b)	4	24(1)	0
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(b.1)	0	26	0
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0	20(1)(c)	4		
16(1)(b)	0	17	0	20(1)(d)	1		
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

2.3 Exclusions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
68(a)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(f)	0	69(1)(g) re (f)	0
				69.1(1)	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other formats
All disclosed	0	1	0
Disclosed in part	8	0	0
Total	8	1	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of requests	Number of pages processed	Number of pages disclosed	Number of requests
All disclosed	90	90	1
Disclosed in part	1855	790	8
All exempted	33	0	1
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	2

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less than 100 pages processed		101-500 pages processed		501-1000 pages processed		1001-5000 pages processed		More than 5000 pages processed	
	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed
All disclosed	1	90	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	4	34	3	490	0	0	1	266	0	0
All exempted	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Abandoned	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	8	124	3	490	0	0	1	266	0	0

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation required	Assessment of fees	Legal advice sought	Other	Total
All disclosed	1	0	0	0	1
Disclosed in part	4	0	3	0	7
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Abandoned	0	1	0	0	1
Total	5	1	3	0	9

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of requests closed past the statutory deadline	Principal Reason			
	Workload	External consultation	Internal consultation	Other
0	0	0	0	0

2.6.2 Number of days past deadline

Number of days past deadline	Number of requests past deadline where no extension was taken	Number of requests past deadline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

PART 3 – Extensions

3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of requests where an extension was taken	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	3	0	0	3
All exempted	1	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Total	4	0	0	3

3.2 Length of extensions

Length of extensions	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
30 days or less	1	0	0	1
31 to 60 days	2	0	0	1
61 to 120 days	1	0	0	1
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	4	0	0	3

PART 4 – Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	# of Requests	Amount	# of Requests	Amount
Application	8	\$40	4	\$20
Search	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programming	0	\$0	0	\$0
Preparation	0	\$0	0	\$0
Alternative format	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	8	\$40	4	\$20

PART 5 – Consultations received from other institutions and organizations

5.1 Consultations received from other government institutions and organizations

Consultations	Other government institutions	Number of pages to review	Other organizations	Number of pages to review
Received during reporting period	9	166	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	9	166	0	0
Closed during the reporting period	6	77	0	0
Pending at the end of the reporting period	3	89	0	0

5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other government institutions

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	than 365 days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	3	2	0	0	0	0	0	5
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	1	0	0	0	0	1
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3	2	1	0	0	0	0	6

5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	than 365 days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PART 6 – Completion time of consultations on Cabinet confidences

Number of days	Number of responses received	Number of responses received past deadline
1 to 15	0	0
16 to 30	0	0
31 to 60	0	0
61 to 120	0	0
121 to 180	0	0
181 to 365	0	0
More than 365	0	0
Total	0	0

PART 7 – Resources related to the Access to Information Act

7.1 Costs

Expenditures	Amount
Salaries	\$98,500
Overtime	\$0
Goods and Services	\$300
• Professional services contracts	
• Other	\$300
Total	\$98,800

7.2 Human Resources

Resources	Dedicated full-time to ATI activities	Dedicated part-time to ATI activities	Total
Full-time employees	0	3	3
Part-time and casual employees	0	0	0
Regional staff	0	0	0
Consultants and agency personnel	0	0	0
Students	0	0	0
Total	0	3	3



Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution : Monnaie royale canadienne

Période visée par le rapport : 01/04/2011 au 31/03/2012

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période visée par le rapport	20
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	1
Total	21
Fermées pendant la période visée par le rapport	15
Reportées à la prochaine période de rapport	6

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	7
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	4
Organisme	1
Public	8
Total	20

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période visée par le rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	1	0	0	0	0	0	0	1
Communication partielle	1	2	1	3	0	1	0	8
Tous exemptés	0	0	1	0	0	0	0	1
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	1	0	0	0	0	0	1
Demande transmise	2	0	0	0	0	0	0	2
Demande abandonnée	1	1	0	0	0	0	0	2
Traitement informel	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5	4	2	3	0	1	0	15

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)a)	0	18a)	8	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)b)	0	18b)	8	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)c)	1	18c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(3)	0	18d)	0	21(1)a)	1
13(1)e)	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	3
14a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	0
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	2
15(1) - A.I.*	0	16.1(1)d)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1) - Déf.*	0	16.2(1)	0	19(1)	3	22.1(1)	0
15(1) - A.S.*	0	16.3	0	20(1)a)	1	23	2
16(1)a)(i)	0	16.4(1)a)	0	20(1)b)	4	24(1)	0
16(1)a)(ii)	0	16.4(1)b)	0	20(1)b.1)	0	26	0
16(1)a)(iii)	0	16.5	0	20(1)c)	4		
16(1)b)	0	17	0	20(1)d)	1		
16(1)c)	0						
16(1)d)	0						

* A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)a)	0	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)b)	0	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)c)	0	69(1)g) re c)	0
68.1	0	69(1)d)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	0	69(1)e)	0	69(1)g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)f)	0	69(1)g) re f)	0
				69.1(1)	0

2.4 Support des documents divulgués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	0	1	0
Communication partielle	8	0	0
Total	8	1	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et divulguées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages divulguées	Nombre de demandes
Communication totale	90	90	1
Communication partielle	1855	790	8
Tous exemptés	33	0	1
Tous exclus	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	2

2.5.2 Pages pertinentes traitées et divulguées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées
Communication totale	1	90	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	4	34	3	490	0	0	1	266	0	0
Tous exemptés	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	8	124	3	490	0	0	1	266	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	1	0	0	0	1
Communication partielle	4	0	3	0	7
Tous exemptés	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	1	0	0	1
Total	5	1	3	0	9

2.6 Retards

2.6.1 Raisons des retards dans le traitement des demandes

Nombre de demandes fermées en retard	Raison principale			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours en retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 – Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes nécessitant une prorogation	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	3	0	0	3
Tous exemptés	1	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	4	0	0	3

3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	1	0	0	1
31 à 60 jours	2	0	0	1
61 à 120 jours	1	0	0	1
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	4	0	0	3

PARTIE 4 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	8	\$40	4	\$20
Recherche	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programmation	0	\$0	0	\$0
Préparation	0	\$0	0	\$0
Support de substitution	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	8	\$40	4	\$20

PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organismes

5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales et organismes

Consultations	Autres institutions fédérales	Nombre de pages à traiter	Autres organismes	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période visée par le rapport	9	166	0	0
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	0	0	0	0
Total	9	166	0	0
Fermées pendant la période visée par le rapport	6	77	0	0
Reportées à la prochaine période de rapport	3	89	0	0

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	3	2	0	0	0	0	0	5
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	1	0	0	0	0	1
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3	2	1	0	0	0	0	6

5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organismes

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 6 – Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet

Nombre de jours	Nombre de réponses reçues	Nombre de réponses reçues après l'échéance
1 à 15	0	0
16 à 30	0	0
31 à 60	0	0
61 à 120	0	0
121 à 180	0	0
181 à 365	0	0
Plus de 365 jours	0	0
Total	0	0

PARTIE 7 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

7.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$98,500
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$300
• Marchés de services professionnels	\$0	
• Autres	\$300	
Total		\$98,800

7.2 Ressources humaines

Ressources	Voués à l'AI à temps plein	Voués à l'AI à temps partiel	Total
Employés à temps plein	0.00	3.00	3.00
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00	0.00	0.00
Employés régionaux	0.00	0.00	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00	0.00	0.00
Étudiants	0.00	0.00	0.00
Total	0.00	3.00	3.00

Appendix / Annexe D

**STATISTICAL REPORTS,
RCMH-MRCF Inc.**

Access to Information Act

**RAPPORTS STATISTIQUES,
RCMH-MRCF Inc.**

Loi sur l'accès à l'information





Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: RCMH-MRCF Inc.

Reporting period: 01/04/2011 to 31/03/2012

PART 1 – Requests under the Access to Information Act

1.1 Requests

	Number of Requests
Received during reporting period	1
Outstanding from previous reporting period	0
Total	1
Closed during reporting period	1
Carried over to next reporting period	0

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	0
Academia	0
Business (Private Sector)	1
Organization	0
Public	0
Total	1

PART 2 – Requests closed during the reporting period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of requests	Completion Time							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	More than 365 days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0	0	0	0	0
Request transferred	1	0	0	0	0	0	0	1
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Treated informally	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	0	0	0	0	0	1

2.2 Exemptions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
13(1)(a)	0	16(2)(a)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(b)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(c)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(3)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
15(1) - I.A.*	0	16.1(1)(d)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1) - Def.*	0	16.2(1)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - S.A.*	0	16.3	0	20(1)(a)	0	23	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b)	0	24(1)	0
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(b.1)	0	26	0
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0	20(1)(c)	0		
16(1)(b)	0	17	0	20(1)(d)	0		
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

2.3 Exclusions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
68(a)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(f)	0	69(1)(g) re (f)	0
				69.1(1)	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other formats
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
Total	0	0	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of requests	Number of pages processed	Number of pages disclosed	Number of requests
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
All exempted	0	0	0
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	0

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less than 100 pages processed		101-500 pages processed		501-1000 pages processed		1001-5000 pages processed		More than 5000 pages processed	
	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation required	Assessment of fees	Legal advice sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Abandoned	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of requests closed past the statutory deadline	Principal Reason			
	Workload	External consultation	Internal consultation	Other
0	0	0	0	0

2.6.2 Number of days past deadline

Number of days past deadline	Number of requests past deadline where no extension was taken	Number of requests past deadline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

PART 3 – Extensions

3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of requests where an extension was taken	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

3.2 Length of extensions

Length of extensions	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

PART 4 – Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	# of Requests	Amount	# of Requests	Amount
Application	0	\$0	0	\$0
Search	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programming	0	\$0	0	\$0
Preparation	0	\$0	0	\$0
Alternative format	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	0	\$0	0	\$0

PART 5 – Consultations received from other institutions and organizations

5.1 Consultations received from other government institutions and organizations

Consultations	Other government institutions	Number of pages to review	Other organizations	Number of pages to review
Received during reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Pending at the end of the reporting period	0	0	0	0

5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other government institutions

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	than 365 days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	than 365 days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PART 6 – Completion time of consultations on Cabinet confidences

Number of days	Number of responses received	Number of responses received past deadline
1 to 15	0	0
16 to 30	0	0
31 to 60	0	0
61 to 120	0	0
121 to 180	0	0
181 to 365	0	0
More than 365	0	0
Total	0	0

PART 7 – Resources related to the Access to Information Act

7.1 Costs

Expenditures	Amount
Salaries	\$0
Overtime	\$0
Goods and Services	\$0
• Professional services contracts	\$0
• Other	\$0
Total	\$0

7.2 Human Resources

Resources	Dedicated full-time to ATI activities	Dedicated part-time to ATI activities	Total
Full-time employees	0	3	3
Part-time and casual employees	0	0	0
Regional staff	0	0	0
Consultants and agency personnel	0	0	0
Students	0	0	0
Total	0	3	3



Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution : RCMH-MRCF Inc.

Période visée par le rapport : 01/04/2011 au 31/03/2012

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période visée par le rapport	1
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	0
Total	1
Fermées pendant la période visée par le rapport	0
Reportées à la prochaine période de rapport	1

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	1
Organisme	0
Public	0
Total	1

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période visée par le rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande transmise	1	0	0	0	0	0	0	1
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Traitement informel	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	0	0	0	0	0	1

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)a)	0	18a)	0	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)b)	0	18b)	0	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)c)	0	18c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(3)	0	18d)	0	21(1)a)	0
13(1)e)	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	0
14a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	0
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	0
15(1) - A.I.*	0	16.1(1)d)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1) - Déf.*	0	16.2(1)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.S.*	0	16.3	0	20(1)a)	0	23	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)a)	0	20(1)b)	0	24(1)	0
16(1)a)(ii)	0	16.4(1)b)	0	20(1)b.1)	0	26	0
16(1)a)(iii)	0	16.5	0	20(1)c)	0		
16(1)b)	0	17	0	20(1)d)	0		
16(1)c)	0						
16(1)d)	0						

* A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)a)	0	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)b)	0	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)c)	0	69(1)g) re c)	0
68.1	0	69(1)d)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	0	69(1)e)	0	69(1)g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)f)	0	69(1)g) re f)	0
				69.1(1)	0

2.4 Support des documents divulgués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Total	0	0	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et divulguées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages divulguées	Nombre de demandes
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0
Tous exclus	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0

2.5.2 Pages pertinentes traitées et divulguées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Retards

2.6.1 Raisons des retards dans le traitement des demandes

Nombre de demandes fermées en retard	Raison principale			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours en retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 – Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes nécessitant une prorogation	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

PARTIE 4 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	0	\$0	0	\$0
Recherche	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programmation	0	\$0	0	\$0
Préparation	0	\$0	0	\$0
Support de substitution	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	0	\$0	0	\$0

PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organismes

5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales et organismes

Consultations	Autres institutions fédérales	Nombre de pages à traiter	Autres organismes	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période visée par le rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période visée par le rapport	0	0	0	0
Reportées à la prochaine période de rapport	0	0	0	0

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organismes

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 6 – Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet

Nombre de jours	Nombre de réponses reçues	Nombre de réponses reçues après l'échéance
1 à 15	0	0
16 à 30	0	0
31 à 60	0	0
61 à 120	0	0
121 à 180	0	0
181 à 365	0	0
Plus de 365 jours	0	0
Total	0	0

PARTIE 7 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

7.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$0
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Marchés de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$0

7.2 Ressources humaines

Ressources	Voués à l'AI à temps plein	Voués à l'AI à temps partiel	Total
Employés à temps plein	0.00	3.00	3.00
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00	0.00	0.00
Employés régionaux	0.00	0.00	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00	0.00	0.00
Étudiants	0.00	0.00	0.00
Total	0.00	3.00	3.00